

fiq

DOSSIER

Spécial ELECTIONS

ÉLECTIONS
FÉDÉRALES
2011

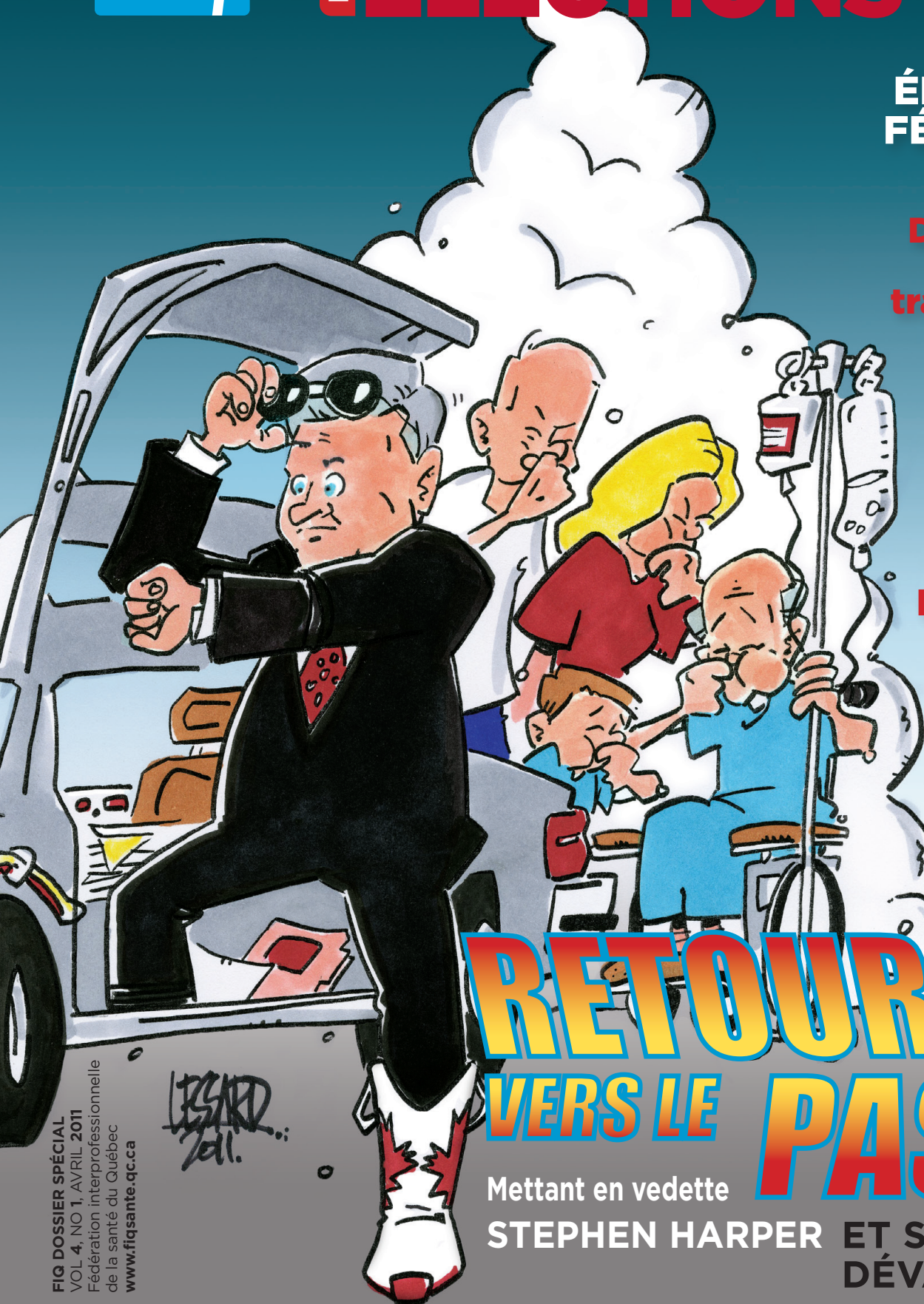
Démocratie,
éthique et
transparence

Politiques
sociales

Femmes

Droits et
libertés de
la personne

Économie
et finances
publiques



RETOUR VERS LE PASSÉ

Mettant en vedette

STEPHEN HARPER

ET SON BILAN
DÉVASTATEUR

DOSSIER Spécial ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

Vol. 4, NO 1, avril 2011 | FIQ Dossier spécial

Responsable politique : Michèle Boisclair, 1^{re} v.-p. | **Rédaction :** Brigitte Doyon, Julie Martin, Lucie Mercier, conseillères syndicales, secteur Sociopolitique et Martine Éloy, conseillère syndicale, secteur Condition féminine | **Révision et coordination de la production :** Sandra Gagné, conseillère syndicale, service Communication-Information | **Conception et montage graphique :** Josée Roy | **Caricature :** Yves Lessard | **Impression :** Solisco-Charactera |

ISSN 1913-1356 (Imprimé)

ISSN-1364 (En ligne)



Veuillez noter que, dans ses différentes publications, la Fédération se conforme graduellement à la nouvelle orthographe comme le recommande l'Office québécois de la langue française.

4 DÉMOCRATIE,
ÉTHIQUE ET
TRANSPARENCE

5 POLITIQUES
SOCIALES

6 FEMMES

6 DROITS ET LIBERTÉS
DE LA PERSONNE

7 ÉCONOMIE ET
FINANCES PUBLIQUES

Billet de la rédaction

Dans le cadre d'élections fédérales ou provinciales, la FIQ offre à ses membres la publication *FIQ Dossier spécial*. Contrairement aux élections passées et compte tenu des enjeux considérables des présentes élections fédérales, la Fédération n'a pas fait une analyse comparative des différentes plateformes électorales des partis.

Dans ce *FIQ Dossier spécial Élections 2011*, la Fédération propose un regard critique sur les années au pouvoir des conservateurs. Elle souhaite ainsi que les 60 000 professionnelles en soins membres de la Fédération réalisent que les reculs imposés par le gouvernement de Stephen Harper sont inacceptables en tant que femmes, travailleuses et citoyennes. ■

Mot de la présidente



Imaginons la catastrophe si le soir du 2 mai, on se retrouve avec un gouvernement conservateur majoritaire ou même, minoritaire. Espérons fortement que l'adage « jamais deux sans trois » ne se concrétisera pas. Il est grand temps de mettre fin à une telle mascarade.

Le 2 mai prochain, nous devons nous rendre aux urnes afin d'élire le gouvernement fédéral qui tiendra les rênes du Parlement canadien au cours des prochaines années. Toutes les élections sont importantes, mais celle-ci revêt un caractère particulier, voire capital, car elle risque d'avoir de lourdes conséquences quant à la société dans laquelle nous souhaitons vivre.

Au cours des dernières années, nous avons pu constater la montée des politiques de droite à l'Assemblée nationale, mais force est de constater que la situation au Québec n'a pas de commune mesure avec celle qui règne sur la scène fédérale. En 2006, lorsque les conservateurs de Stephen Harper ont pris le pouvoir, nous étions bien loin de nous douter que le saccage atteindrait une telle ampleur.

Les conservateurs de Stephen Harper se sont conduits comme s'ils étaient seuls au monde. Jamais, de toute l'histoire de la Chambre des communes, un gouvernement n'avait été renversé pour outrage au Parlement. Jamais, un gouvernement ne s'est comporté de manière aussi cavalière et grotesque faisant fi des règles élémentaires d'un régime démocratique, dont les institutions politiques appuient leur légitimité sur un État de droit et sur le respect du suffrage exprimé par la population.

Le bilan des années au pouvoir du Parti conservateur est alarmant! De surcroît, les dommages dont il est responsable se sont produits alors qu'il était à la tête de gouvernements minoritaires. Imaginons la catastrophe si le soir du 2 mai, on se retrouve avec un gouvernement conservateur majoritaire ou même, minoritaire. Espérons fortement que l'adage « jamais deux sans trois » ne se concrétisera pas. Il est grand temps de mettre fin à une telle mascarade.

La FIQ ne peut demeurer silencieuse devant un tel constat et des faits aussi éloquentes. N'étant associée à aucun parti politique, la Fédération

vous soumet, dans ce *FIQ Dossier spécial Élections 2011*, le bilan dévastateur des années au pouvoir des conservateurs.

Le Parti conservateur est loin d'avoir contribué à une société juste et égalitaire. Bien au contraire, sous le règne des conservateurs, la pauvreté et les inégalités socioéconomiques n'ont cessé d'augmenter. Il y a fort à parier que la situation ne pourrait que s'aggraver advenant l'élection d'un gouvernement conservateur.

Ce dossier spécial vous permettra de juger de l'étendue des dégâts. Vous serez à même de constater qu'il faut saisir cette occasion pour se débarrasser de ce gouvernement aux politiques rétrogrades absentes de principes de justice, d'équité, de solidarité et de démocratie.

Une fois de plus, la Fédération vous suggère de considérer le vote stratégique afin de freiner le Parti conservateur au Québec et diminuer au maximum les chances de le revoir au pouvoir. Ainsi, que ce soit le Bloc Québécois, le Nouveau Parti démocratique, le Parti libéral ou bien le Parti vert, l'important est d'octroyer votre vote à celui qui peut battre le candidat du Parti conservateur dans votre circonscription. Cet exercice nécessitera probablement de devoir marcher sur vos propres convictions, mais aux grands maux, les grands remèdes.

Le 2 mai prochain, n'oubliez pas d'exercer votre droit de vote. De plus, rappelez-vous que nous ne pouvons plus nous permettre d'être dirigées par un parti qui met en péril nos acquis et prônent des valeurs diamétralement opposées à celles portées par la Fédération et les 60 000 professionnelles en soins qui la composent. Le 2 mai prochain, débarrassons-nous des conservateurs ! ■

Régine Laurent

DÉMOCRATIE, ÉTHIQUE ET TRANSPARENCE

Au pouvoir depuis 2006, le Parti conservateur de Stephen Harper a continuellement bafoué la démocratie, bouleversé la raison d'être des institutions parlementaires, contrôlé l'information et a fait fi des règles de gouvernance. Les conservateurs ont maintes fois été sur la sellette en raison de leurs manœuvres de contournement des règles les plus élémentaires d'une démocratie afin d'imposer leur idéologie et éviter de rendre des comptes aux partis politiques de l'opposition et à la population.

Au pouvoir, le parti de Stephen Harper a :

- Fait usage, à deux reprises, de la prorogation de la Chambre des communes provoquant la fin des activités du Parlement canadien;
- Décidé, unilatéralement, de prolonger la mission en Afghanistan;
- Été à l'encontre de sa prise de position quant à l'élection des membres du Sénat en nommant un nombre élevé de sénateurs conservateurs, s'assurant ainsi du rejet de certaines décisions, prises par les élus de la Chambre des communes, contraires à ses politiques;
- Contrôlé et entravé délibérément le fonctionnement des comités et des commissions parlementaires;
- Coupé dans le financement d'associations dont les opinions sont opposées à l'idéologie conservatrice telles que des groupes de défense des droits sociaux, culturels, écologiques et de coopération internationale;
- Refusé de préciser les coûts d'achat des 65 avions de chasse F-35, ceux des 18 projets de loi visant à lutter contre la criminalité ainsi que ceux reliés à la réduction d'impôt des grandes entreprises;
- Été forcé, par le directeur général des élections, à ouvrir ses livres afin de faire la lumière sur les sommes, non déclarées, ayant servi au financement du parti;
- Manœuvré, lors de la campagne électorale de 2006, de façon à dépenser 1 million de dollars de plus que la limite permise. Des accusations de fraude ont d'ailleurs été déposées contre quatre organisateurs du parti;
- Établi des règles strictes en matière de relations avec les médias, bâillonné certains députés et contraint les journalistes à poser un nombre limité de questions;
- Soutenu la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, alors qu'elle avait demandé que soit modifié un document accordant une subvention à l'organisme humanitaire KAIROS.



Commentaires de la **fiq**

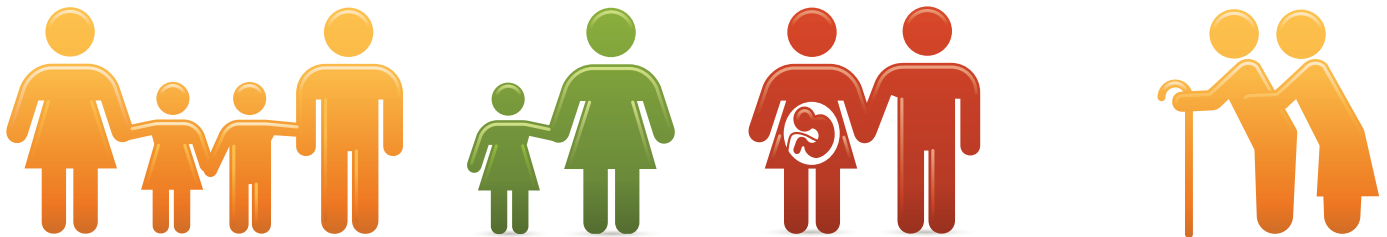
Pour la Fédération, la stratégie du Parti conservateur est limpide : s'il ne parvient pas à imposer ses idées ou à placer ses pions comme il l'entend, il contourne les règles ou tasse du revers de la main ce qui l'encombre. Selon la Fédération, une telle attitude est inacceptable et profondément antidémocratique, elle empêche l'indépendance et l'équilibre des pouvoirs, bloquant ainsi l'exercice d'un contre-pouvoir. Sa fixation à contrôler l'information est une atteinte au droit de la population d'obtenir une information juste et complète. Pire encore, le Parti conservateur refuse souvent de donner à l'ensemble des députés de la Chambre des communes toute l'information nécessaire leur permettant de prendre des décisions éclairées. Ces comportements sont méprisants ! Un parti qui manœuvre autant dans l'objectif de se dérober à son obligation de rendre des comptes ne mérite pas la confiance de la population. ■

POLITIQUES SOCIALES

L'absence de politiques sociales et de mesures destinées aux travailleur-euse-s dans l'idéologie conservatrice est sidérante. Pour le Parti conservateur, l'État n'a pas à intervenir pour assurer le bien-être minimum des citoyen-ne-s. Les politiques mises de l'avant par les conservateurs ont pour effet de promouvoir l'individualisme au détriment des mesures de protection sociale accentuant ainsi les écarts entre les riches et les pauvres.

Au pouvoir, le parti de Stephen Harper a :

- Aboli le financement pour la construction et la rénovation de logements sociaux;
- Annulé les accords, avec les provinces, visant le financement des garderies en les substituant par une prestation imposable de 100 \$/mois;
- Refusé de revoir l'accès au régime d'assurance-emploi alors que seulement 43,6 % des chômeur-euse-s ont accès à ce régime. L'accès est particulièrement difficile pour les femmes puisqu'elles détiennent souvent des emplois à temps partiel ou à statut précaire;
- Refusé de corriger les lacunes dans certains programmes ayant comme conséquence que des travailleur-euse-s se retrouvent au pays sans mesures de protection adéquates;
- Retiré l'obligation de répondre à la version longue du questionnaire de recensement, ce qui a comme effet de ne plus avoir l'ensemble des données permettant de dresser un portrait détaillé de la situation socio-économique de la population canadienne et donc, d'évaluer convenablement l'impact des politiques sociales.



Commentaires de la **fiq**

La Fédération est d'avis qu'il est de la responsabilité du gouvernement fédéral d'intervenir afin de réduire les inégalités sociales, notamment en accordant les fonds nécessaires aux provinces pour leur permettre le financement adéquat des programmes sociaux. Par ailleurs, il est important de souligner que les conservateurs ont pris la tangente sournoise d'opter pour des mesures budgétaires privilégiant les plus riches. La multiplication de mesures telles que les crédits d'impôt est éloquent. Pour bénéficier de ces crédits, encore faut-il gagner suffisamment d'argent pour payer de l'impôt!

En matière de santé, la Fédération ne peut passer sous silence que depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement de Stephen Harper n'a pas vraiment eu à se compromettre sur la place publique. L'entente avec les provinces, pour les transferts en santé, a été signée avant son arrivée au pouvoir et viendra à échéance en 2014. Cependant, le Parti conservateur a ouvertement défendu les garanties d'accès comme solution aux problèmes d'accès aux soins de santé. La FIQ considère que cette position encourage la privatisation et représente une véritable menace pour le système public de santé au Québec. ■

FEMMES



À deux reprises à la tête d'un gouvernement minoritaire, le Parti conservateur a réussi à faire reculer les droits des femmes d'ici et d'ailleurs. Les liens serrés que plusieurs ministres conservateurs entretiennent avec l'extrême droite religieuse sont un secret de polichinelle. De nombreux lobbyistes de cette même droite ont leurs entrées au gouvernement du Canada. À titre d'exemple, le groupe de pression ultra religieux Canada Family Action Coalition (CFAC) qui milite activement contre les droits des homosexuels et contre le droit à l'avortement a rencontré des ministres et des députés du gouvernement Harper à plusieurs reprises.

Au pouvoir, le parti de Stephen Harper a :

- Vu quatre de ses députés conservateurs déposer des projets de loi privés visant la reconnaissance de la vie humaine dès la conception et l'octroi de droits au fœtus ;
- Lancé au G-8 une initiative en santé maternelle et infantile excluant la contraception et les services d'avortement. Les nombreuses pressions ont amené les conservateurs à finalement inclure la planification familiale, mais ils ont refusé d'intégrer l'avortement ;
- Accepté que plusieurs de ses députés puissent faire partie du caucus pro-vie à Ottawa, groupe militant activement contre le droit des femmes de disposer de leur corps ;
- Fermé 12 des 16 bureaux de Condition féminine Canada (CFC) et réduit de 43 % son budget de fonctionnement ;
- Fait des coupures majeures dans le financement de groupes de femmes tels que l'Association nationale Femmes et droit (ANFD), l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) et le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) ;
- Supprimé le Programme de contestation judiciaire destiné à défendre des causes ayant trait aux droits et à l'égalité ;
- Aboli, pour les fonctionnaires fédéraux, la possibilité de recourir aux mécanismes d'équité salariale prévus à la Loi canadienne sur les droits de la personne relayant ainsi l'équité salariale entre les mains des employeurs qui doivent la négocier avec les syndicats à même la masse salariale.

Commentaires de la **fiq**

Pour la Fédération, les politiques du Parti conservateur portent une atteinte directe aux droits des femmes et entraînent des reculs inacceptables. Ce parti attaque sans cesse les organisations gouvernementales et non gouvernementales que les femmes se sont données, depuis une quarantaine d'années, afin de pouvoir défendre leurs droits et faire avancer leur lutte pour l'égalité. ■

DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

En matière de justice, le Parti conservateur préfère la répression à la prévention de la criminalité et à la réhabilitation. Les années au pouvoir de ce parti démontrent clairement que les droits et libertés ne sont pas au menu de ses préoccupations.

Au pouvoir, le parti de Stephen Harper a :

- Présenté un projet de loi afin d'éliminer le registre des armes d'épaule qui inclut les carabines et les fusils de chasse. Ce projet de loi a été rejeté par une faible majorité à la Chambre des communes ;
- Retiré du guide pour l'immigration et la citoyenneté la référence à la décriminalisation de l'homosexualité ;
- Refusé, à plusieurs reprises, de respecter le droit des Canadien-ne-s détenu-e-s à l'étranger d'être transféré-e-s dans une prison canadienne. Le taux d'acceptation de ces transferts est passé de 98 % en 2005-2006 à 27 % en 2009-2010 ;
- Nié les revendications des groupes minoritaires lorsqu'en 2006 le Canada a voté contre l'adoption de la Déclaration des droits des peuples autochtones. Ce n'est qu'en 2010 que le Canada a signé cette déclaration, sans pour autant annoncer des mesures concrètes pouvant améliorer la situation de ces groupes ;
- Adopté des lois visant à allonger les peines d'emprisonnement pour les crimes graves commis avec une arme à feu ;
- Supprimé la règle voulant que le temps de détention préventive compte pour le double du temps d'emprisonnement ;
- Tenté de faire adopter un projet de loi visant à imposer des peines plus sévères aux adolescent-e-s ayant commis des crimes graves.

ÉCONOMIE ET FINANCES PUBLIQUES

Commentaires de la

Pour la Fédération, il est du devoir et de la responsabilité du gouvernement fédéral d'assurer le respect des droits et libertés de tous ses citoyens. L'attitude du Parti conservateur en la matière est inacceptable et prend des allures de vengeance. Ce parti veut sans cesse allonger les peines alors qu'il est clairement démontré que la sévérité d'une peine n'a pas d'impact sur le taux de criminalité. Par ailleurs, l'obsession des conservateurs d'abolir le registre des armes d'épaule n'a pas de sens dans la mesure où, depuis sa création, il y a eu une diminution de suicides et d'homicides par arme à feu au Canada. De nombreuses associations policières à travers le Canada ont d'ailleurs réclamé le maintien de ce registre. ■

En matière d'économie, le Parti conservateur se targue d'être « le » spécialiste de l'économie. Il omet cependant de spécifier que sa vision de l'économie en est une où l'intervention de l'État doit être réduite à sa plus simple expression. Les valeurs individuelles mises à l'avant-scène par les conservateurs ont de sérieuses répercussions sur l'économie et les finances publiques. Rappelons d'ailleurs qu'en 2008, lors de la crise économique et financière, les conservateurs n'avaient prévu aucun plan de relance. Il aura fallu que les partis d'opposition le talonnent afin qu'il se décide à injecter 48 milliards de dollars pour soutenir l'économie. Aujourd'hui, ces mêmes conservateurs osent s'approprier les bénéfices et les crédits de ce plan de relance ayant permis au Canada de s'en sortir relativement bien.



Au pouvoir, le parti de Stephen Harper a :

- Diminué la TPS renonçant ainsi à 30 milliards de dollars en revenus depuis 2008 ;
- Diminué l'imposition aux entreprises ;
- Maintenu le silence quant à sa volonté de perpétuer les transferts provinciaux des sommes dédiées aux programmes sociaux ;
- Engagé 29,3 milliards de dollars pour l'achat de 65 avions de chasse F-35 ;
- Dépensé au-delà d'un milliard de dollars pour la sécurité lors des sommets du G-8 et du G-20 ;
- Consacré 20,6 milliards de dollars en 2010 au budget du ministère de la Défense ;
- Éternisé les pourparlers avec le Québec quant à l'harmonisation de la taxe de vente privant toujours celui-ci de 2,2 milliards de dollars ;
- Fermé les yeux sur les paradis fiscaux.

Commentaires de la

Pour la Fédération, il n'est pas normal que la population canadienne contribue pour la moitié des revenus du gouvernement fédéral alors que la contribution des entreprises privées est à la baisse. Le Parti conservateur s'engage dans des dépenses faramineuses pour acheter des avions de chasse ou des clôtures de sécurité, mais pour assurer des services à la population, il prétend qu'il n'a pas d'argent. Cherchez l'erreur ! Les choix politiques en matière d'économie et de finances publiques entrent en contradiction profonde avec les valeurs de justice sociale et de redistribution de la richesse que préconise la FIQ. ■

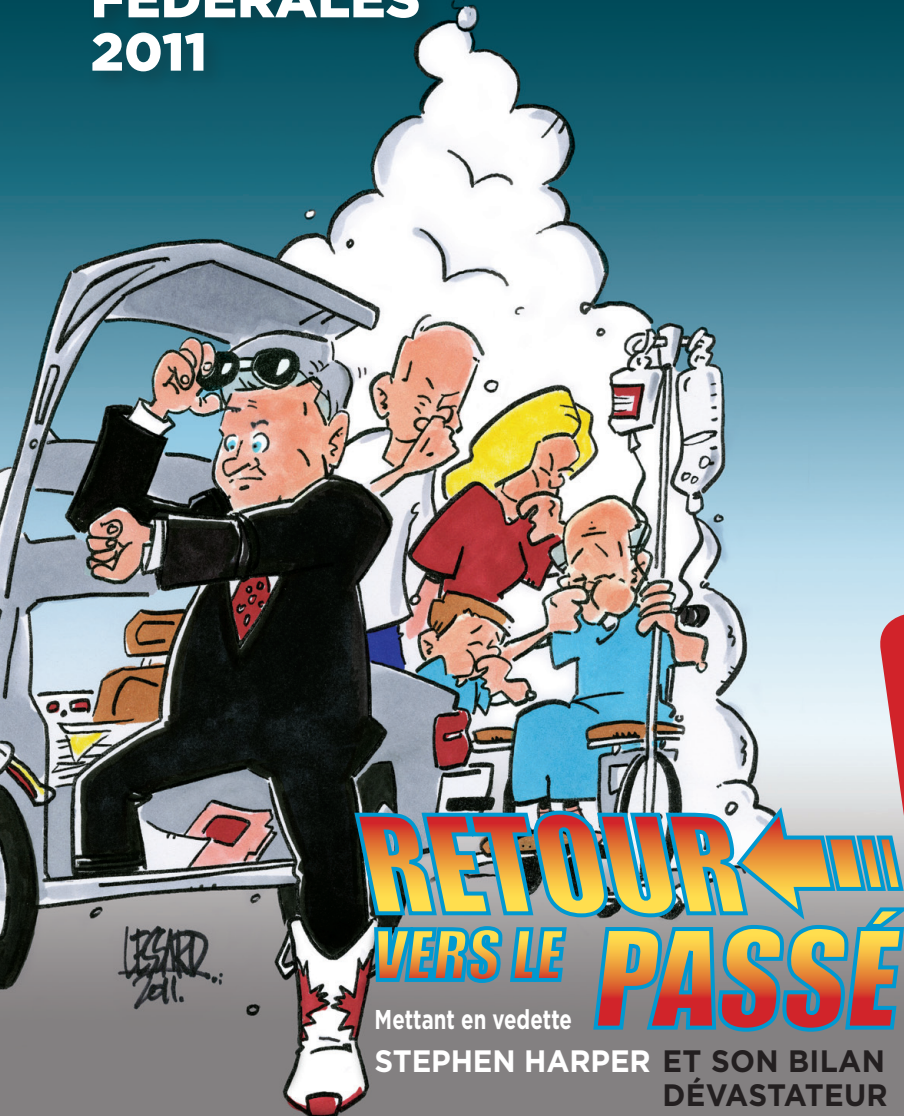


Documents consultés :

Nadeau Christian, *Contre Harper, Bref traité philosophique sur la révolution conservatrice*, Montréal Boréal, 2010.

À *bâbord !*, Bilan du gouvernement Harper, Politique et trahison des valeurs canadiennes, no 34, avril-mai 2010, <http://www.ababord.org/spip.php?article1051>.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011



Le Parti conservateur suit la pensée de la droite religieuse où les solutions à tous les maux sociaux se trouvent dans un retour aux valeurs traditionnelles et à l'ordre « naturel » des choses. Dans le domaine familial, cela veut dire que l'homme est le chef de famille et que la femme veille à la bonne marche du foyer. Dans le domaine social, cela veut dire de réduire l'intervention de l'État mettant ainsi fin à la solidarité sociale, et de laisser à chaque individu la tâche de se frayer une place au soleil.

**Le 2 mai prochain,
refusons ce retour
vers le passé et
débarrassons-nous
du Parti conservateur !**

La **fiq**
**une voix qui porte,
des gestes qui comptent**

POSTE-PUBLICATION

Convention 40007983

(adresse de retour)

FIQ Québec | 1260, boul. Lebourgneuf,
bur. 300, Québec (Québec) G2K 2G2

Pour recevoir uniquement
la version électronique
des publications de la FIQ,
faites-en la demande à
info@fiqsante.qc.ca

